

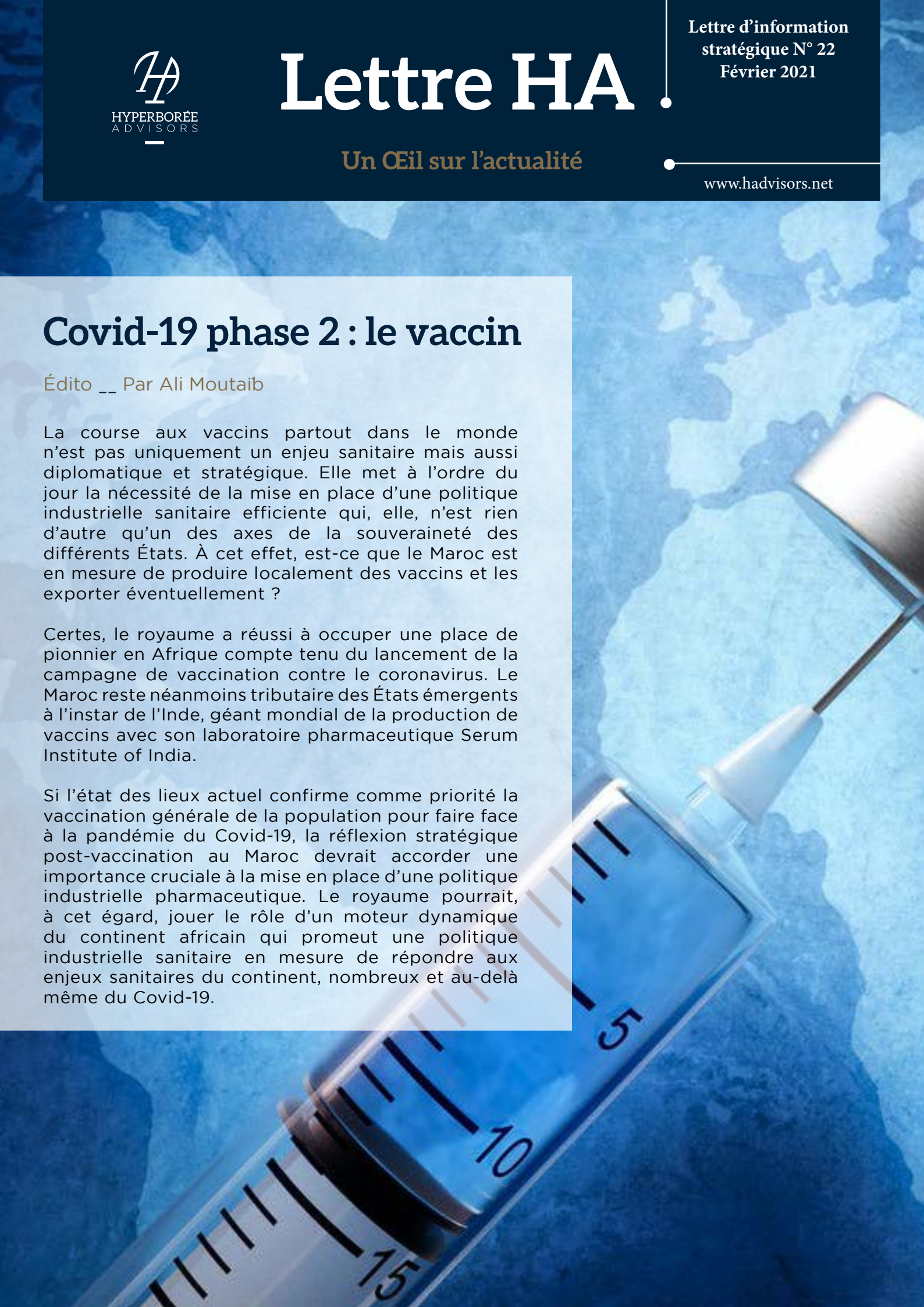
Covid-19 phase 2 : le vaccin

Édito __ Par Ali Moutaib

La course aux vaccins partout dans le monde n'est pas uniquement un enjeu sanitaire mais aussi diplomatique et stratégique. Elle met à l'ordre du jour la nécessité de la mise en place d'une politique industrielle sanitaire efficace qui, elle, n'est rien d'autre qu'un des axes de la souveraineté des différents États. À cet effet, est-ce que le Maroc est en mesure de produire localement des vaccins et les exporter éventuellement ?

Certes, le royaume a réussi à occuper une place de pionnier en Afrique compte tenu du lancement de la campagne de vaccination contre le coronavirus. Le Maroc reste néanmoins tributaire des États émergents à l'instar de l'Inde, géant mondial de la production de vaccins avec son laboratoire pharmaceutique Serum Institute of India.

Si l'état des lieux actuel confirme comme priorité la vaccination générale de la population pour faire face à la pandémie du Covid-19, la réflexion stratégique post-vaccination au Maroc devrait accorder une importance cruciale à la mise en place d'une politique industrielle pharmaceutique. Le royaume pourrait, à cet égard, jouer le rôle d'un moteur dynamique du continent africain qui promeut une politique industrielle sanitaire en mesure de répondre aux enjeux sanitaires du continent, nombreux et au-delà même du Covid-19.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

1 Janvier

Royaume-Uni

Le Brexit entre en vigueur de manière officielle et le Royaume-Uni quitte définitivement l'UE.

2 Janvier

Brexit

Les résidents de Gibraltar sont exclus de l'accord Brexit et pourront se déplacer librement dans les États membres de l'UE.

5 Janvier

Moyen-Orient

L'Arabie Saoudite lève le blocus du Qatar dans le cadre d'un accord décisif qui atténue la crise du Golfe.

6 Janvier

International

Le Soudan signe officiellement les accords de Abraham et normalise ses relations avec Israël.

7 Janvier

International

Le marché des cryptomonnaies dépasse pour la première fois un trillion de dollars.

9 Janvier

International

Facebook, Twitter et toutes les grandes plateformes de réseaux sociaux censurent le président américain Donald Trump.

12 Janvier

Brésil

Le géant automobilistique Ford annonce la fermeture de toutes ses usines au Brésil à cause du Covid-19.

13 Janvier

International

Teléfonica vend les tours de sa filiale Telxius Telecom à American Towers pour une somme de 7.700 milliards d'euros.

14 Janvier

Royaume-Uni

Microsoft, Salesforce et Oracle collaborent dans le développement d'un passeport de vaccination numérique Covid.

14 Janvier

International

Toyota condamné à payer 180 millions de dollars pour violation de la réglementation des émissions des États-Unis.

15 Janvier

International

Le roi Mohammed VI décore le président américain Donald Trump avec le Ouissam El Mohammadi. À son tour, Donald Trump octroie la médaille « Légion du mérite » au souverain marocain.

15 Janvier

Palestine

Le président Mahmoud Abbas annonce que les élections législatives auront lieu le 22 mai, tandis que les élections présidentielles se tiendront le 31 juillet. Ce sont les premières élections dans l'État de Palestine depuis 2006.

- 
- 16 Janvier** ● **International**
Les constructeurs automobiles Fiat Chrysler et PSA finalisent leur accord de fusion 50-50 en mettant en place Stellanti.
- 16 Janvier** ● **Ouganda**
La Commission électorale de l'Ouganda déclare le président sortant Yoweri Museveni vainqueur de l'élection présidentielle.
- 20 Janvier** ● **États-Unis**
Joe Biden est officiellement le 46ème président des États-Unis.
- 24 Janvier** ● **International**
Israël ouvre une ambassade à Abou Dabi, quatre mois après la signature de l'accord, tandis que les Émirats arabes unis approuvent la création d'une ambassade à Tel-Aviv.
- 24 Janvier** ● **International**
SpaceX lance avec succès un nombre record de 143 satellites en orbite sur une seule fusée dans le cadre de sa mission Transporter-1.
- 26 Janvier** ● **Italie**
Le Premier ministre italien Giuseppe Conte démissionne au milieu d'une crise politique concernant la gestion par le gouvernement de la pandémie de Covid-19.
- 27 Janvier** ● **International**
Un groupe anti- « establishment » révolte Wall-Street en incrémentant le prix des actions de Gamestop.
- 29 Janvier** ● **International**
Le président russe Vladimir Poutine signe un projet de loi prolongeant le traité de réduction des armes nucléaires New START avec les États-Unis jusqu'au 2026.

Vaccins anti-Covid : nouvelles armes de soft power ?

Julia Martínez Abad et Habiba El Mazouni

Depuis le début de l'année 2020, le monde connaît une flambée pandémique de grande ampleur due à la propagation du coronavirus. C'est ainsi qu'une course contre la montre s'amorce pour développer des vaccins anti-Covid. Si la crise sanitaire est une occasion de nous réconcilier profondément avec notre humanité, elle dissimule toutefois la complexité des considérations géopolitiques et diplomatiques des États. En effet, la demande mondiale en matière de vaccins anti-Covid est beaucoup plus forte que l'offre, et les laboratoires pharmaceutiques ne sont pas en mesure de fabriquer des doses à profusion en un temps record. Entre retards de livraison et inégalités d'accès selon les pays, la compétition autour de la vaccination contre le coronavirus dépasse des motivations économiques et abrite des motivations de soft power et d'influence politiques. Tour d'horizon de la question de la vaccination anti-Covid au Maroc et dans le monde.



Les vaccins russes et chinois, instruments d'influence géopolitique

En août dernier, la Russie annonce l'enregistrement du premier vaccin au monde contre le coronavirus Spoutnik V. C'est ainsi qu'elle rend hommage au premier satellite mis en orbite, en 1957 par l'URSS, et rappelle une prouesse scientifique et un revers historique pour le rival américain. En décembre, la Russie commence sa campagne de vaccination à destination des populations jugées prioritaires, notamment les personnes âgées et le personnel médical et scolaire, avant même le début des essais de phase 3 et la publication des résultats scientifiques. Mi-janvier, le pays lance officiellement une campagne de vaccination massive. Jusque-là, plus d'un million de personnes en Russie se sont fait vacciner¹.

Le Spoutnik V a été homologué dans plusieurs pays tels que les ex-républiques soviétiques restées proches comme le Bélarus et l'Arménie, les alliés comme le Venezuela et l'Iran, mais aussi la Corée du Sud, l'Argentine, l'Algérie, le Danemark, la Pologne, le Malte ou encore le Pakistan. Le 11 janvier, la Russie affirme que 1,5 million de personnes dans le monde ont reçu son vaccin qui reste facile à transporter et à stocker.

Par ailleurs, via le Spoutnik V, la Russie s'affirme dans l'arène internationale en étendant son soft power. D'éventuelles discussions auront lieu avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour que le Spoutnik V soit inclus dans une liste de vaccins pouvant être utilisés dans les situations

¹ Selon le Fonds souverain russe (RDIF).

d'urgence. De cette manière, des pays ayant des difficultés d'accès au vaccin pourraient s'en servir.

La Russie devait lancer en février la production en masse de son deuxième vaccin anti-Covid EpiVacCorona, dont l'efficacité immunologique est de 100% selon l'agence sanitaire russe Rospotrebnadzor.

Dans une autre perspective, la Chine compte deux vaccins anti-Covid : Sinopharm, lancé le 31 décembre, et CoronaVac, approuvé le 6 février. Parmi les premiers bénéficiaires de ces vaccins figurent des pays africains et asiatiques tels que le Maroc, le Sénégal, la Cambodge, Myanmar, Laos, la Thaïlande, le Vietnam, l'Afghanistan et la Malaisie.

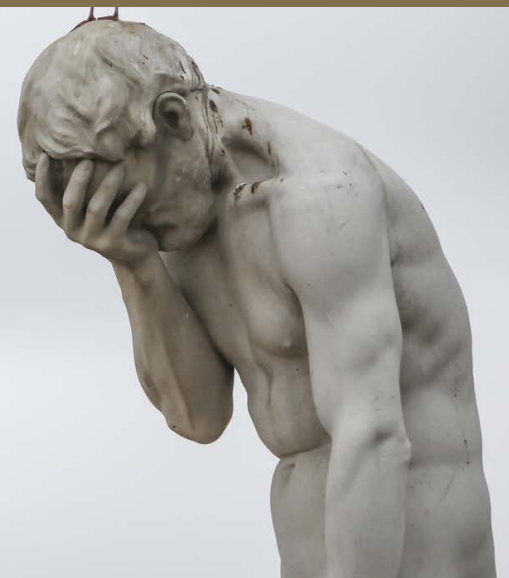
En distribuant leur traitement anti-Covid à des pays qui n'ont pas accès aux produits américains ou européens, l'Empire du Milieu espère gagner en influence sur la scène internationale. À l'encontre du slogan « America First » de Donald Trump, le président Xi Jinping a promis que tout vaccin produit dans son pays serait « un bien public mondial ». À cet effet, la Chine a rejoint l'initiative lancée par l'Organisation mondiale de la santé COVAX, un mécanisme international de fourniture de vaccins anti-Covid 19 aux pays en développement.



Londres et Bruxelles : début d'une guerre commerciale

Si l'Union Européenne (UE) a grandement besoin de vaccins pour faire face à l'actuelle vague de Covid-19, des raisons géopolitiques viennent entraver les processus d'approvisionnement. Les tensions entre le groupe pharmaceutique Astrazeneca et l'UE ne cessent d'augmenter depuis vendredi 29 janvier. Lors d'une rencontre entre les deux parties, Astrazeneca a annoncé des ralentissements dans la production et, par suite, dans la livraison des vaccins pour l'UE qui, elle, n'obtiendra finalement que 25% des doses commandées. Tandis que Astrazeneca enregistre un retard en termes de livraison pour le continent européen, le groupe pharmaceutique maintient son engagement vis-à-vis le Royaume-Uni.

Le Brexit est loin de passer inaperçu. Le continent européen compte quatre usines de production d'Astrazeneca ; deux au Royaume-Uni, une en Belgique et une aux Pays-Bas. Si les usines de production en Europe ne fonctionnent pas comme prévu, celles du Royaume-Uni continuent à assurer un rendement élevé. Toutefois, Astrazeneca a exclu la possibilité d'exporter les vaccins produits au Royaume-Uni vers l'UE. Dans ce sens, des titres de presse imprégnés du parfum du Brexit et d'une fragrance patriotique sont de plus en plus nombreux : « Non, l'UE ne peut pas avoir nos vaccins », a proclamé le Daily Mail, ou encore : « Attendez votre tour ! Une Union européenne égoïste veut nos vaccins », a souligné le Daily Express. Ce n'est plus un secret ; Astrazeneca fournira en premier au Royaume-Uni les doses commandées avant l'UE.

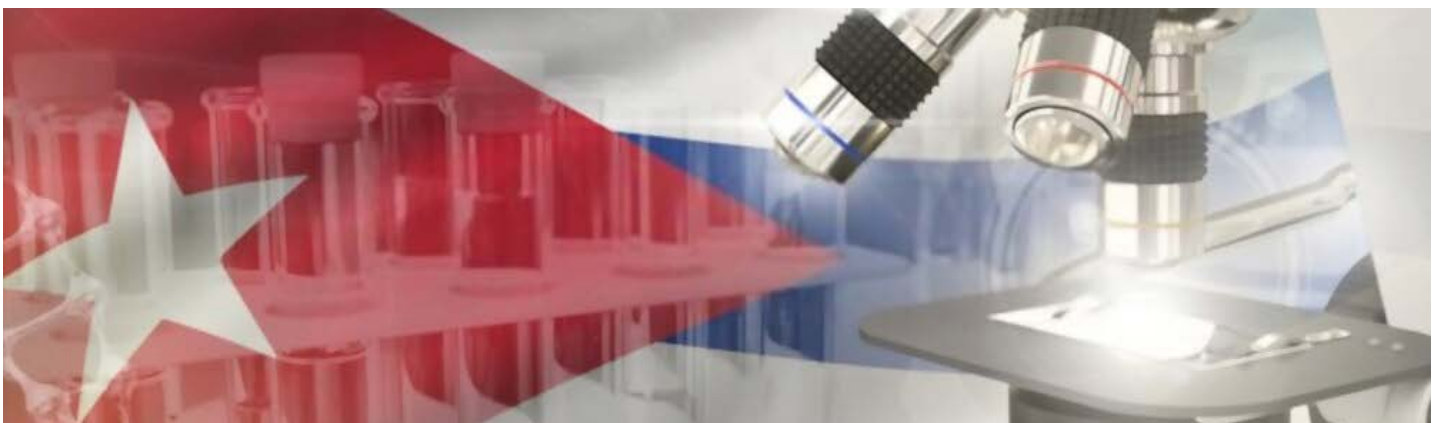


France : échec de la campagne de vaccination

La France a diversifié sa stratégie d'acquisition de vaccins anti-Covid (cinq vaccins différents). Pourtant, ceci ne veut pas dire que ces vaccins seront délivrés à temps, ni déjà en train d'être produits. Entamée le 27 décembre, la campagne de vaccination française a été fortement critiquée compte tenu des erreurs d'appréciation stratégiques et de manque d'expertise dans la négociation avec les laboratoires. Aujourd'hui, AstraZeneca livrera à la France 4,6 millions de doses de son vaccin anti-Covid, soit beaucoup moins qu'attendu (17,5 millions de doses). De graves conséquences pourraient être entraînées par ces imprévus.

Joe Biden : "Il faudrait des années, pas des mois pour protéger tout le pays"

La campagne de vaccination américaine a commencé le 14 décembre et se trouve déjà à la traîne par rapport aux objectifs fixés. En effet, le nouveau président Joe Biden met en évidence l'urgence de ce processus car les États-Unis sont le pays le plus touché par la pandémie, avec plus de 497.174 morts. Un mois et demi après le début de la campagne de vaccination, seulement 8,3% des Américains ont été vaccinés, dont ceux ayant reçu une seule dose, et uniquement 2% de la population ont achevé le traitement. En sus du budget de 18 millions de dollars destiné à la fabrication et à l'envoi des vaccins, un fonds de 8000 millions de dollars a été signé par l'ancien président américain Donald Trump en vue de renforcer la distribution des vaccins. Néanmoins, les gouverneurs se plaignent de ne pas disposer de fonds fédéraux suffisants pour réussir la campagne de vaccination.



Cuba, l'île aux vaccins anti-Covid

Fort de son expérience dans le domaine des biotechnologies, Cuba met son expertise au service du développement de vaccins anti-Covid et représente un éventuel partenaire stratégique pour les pays les plus pauvres et les plus frappés par cette pandémie. Ce pays a développé quatre projets de vaccin contre le coronavirus, dont le plus avancé "Soberana 02" aborde l'ultime phase

de tests en mars prochain en partenariat avec l'Iran. Dès la finalisation de la Phase 3 des essais, le pays produirait 100 millions de ses vaccins pour 2021, ce qui pourrait bénéficier à d'autres pays de l'Amérique latine et à d'autres pays vulnérables dépendants du programme Covax.

Quid du Maroc, précurseur dans la lutte contre le coronavirus en Afrique ?

À la fin de janvier 2021, la logistique du Maroc est 100 % prête ; le royaume a reçu 2 millions de doses du vaccin AstraZeneca et 500.000 doses du vaccin Sinopharm. Supposé être l'un des premiers pays au monde à démarrer une campagne de vaccination anti-Covid, vu le manque de contrôle et de visibilité sur le calendrier de livraisons des vaccins, le Maroc a attendu jusqu'au 28 janvier pour lancer officiellement la campagne de vaccination, gratuite pour tout le monde (Marocains et résidents étrangers), au profit du personnel soignant, des forces de l'ordre et des personnes âgées ou vulnérables.

Bien que le flou demeure quant à l'efficacité des vaccins approvisionnés par le Maroc en raison notamment d'un manque de données issues des essais cliniques, les deux ont été pré-qualifiés par l'OMS, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas moins efficaces que 50 %. En ce qui concerne le suédo-britannique AstraZeneca, ce dernier a annoncé un taux d'efficacité globale de 70%. Le partenariat avec le chinois Sinopharm, lui, sera l'occasion d'un transfert technologique pour que le royaume devienne un producteur de vaccins.

Muni d'un comité scientifique chargé d'élaborer la stratégie de vaccination anti-Covid et ayant mobilisé un lourd dispositif sanitaire, le Maroc a choisi les deux vaccins AstraZeneca et Sinopharm en fonction, entre autres, de leur efficacité, qualité pharmaceutique, sécurité d'emploi et innocuité. Aussi, la chaîne d'approvisionnement en vaccins et la logistique demeurent un point non négligeable. Le vaccin AstraZeneca, par exemple, est facile à transporter et à stocker ; de simples réfrigérateurs ménagers suffisent à le conserver.

La campagne de vaccination a été accompagnée par une large campagne de sensibilisation notamment via la mise en place de la plateforme : « liqahcorona.ma », afin d'accompagner les Marocains et résidents étrangers dans l'opération nationale de vaccination anti-Covid.

Certes, la pandémie a mis à rude épreuve le système de santé marocain. Ceci dit, l'écosystème devrait dorénavant s'appêter à affronter les éventuels chocs. In fine, dans une compétition planétaire des vaccins anti-Covid, être le premier pays africain à lancer une campagne de vaccination s'avère une aubaine pour les Marocains et résidents étrangers.

Finalement, cette ruée vers les vaccins contre le coronavirus ré-impose la question suivante : pourquoi les pays africains n'investissent pas suffisamment en recherche et développement et ne travaillent pas ensemble pour développer leur propre vaccin ?!



WallStreetBets à contre-courant du conseil financier classique

Le 27 et le 28 janvier derniers, un événement surprenant a eu lieu à Wall Street, le haut lieu de la bourse américaine. Les Hedge Funds sont sidérés tant les faits sont inattendus et illogiques. Une entreprise en faillite voit ses actions atteindre des sommets, et pour cause ? WallStreetBets, un forum d'anonymes sur le réseau social Reddit.com qui se décrivent comme étant des «dégénérés» qui vont à contre-courant de la logique par amour de l'action (en bourse) qui classiquement n'aurait pas de valeur. En réalité il s'agit plutôt d'un désamour pour certaines pratiques des Hedge Funds, mais de quoi s'agit-il ?

Un Hedge Fund est un « fond alternatif », dont le mode de gestion des placements est non traditionnel. Certains d'entre eux font du short selling, ce qui signifie très brièvement la réalisation de profit grâce au pari sur la faillite d'une entreprise.

Short selling ?

Le Hedge Fund emprunte ainsi à un actionnaire X les actions d'une entreprise Y pendant une période donnée en contrepartie d'une commission, et s'engage à lui rendre ce même nombre d'actions à la fin. Entre-temps ils vendent ces actions Y, pariant sur la baisse de leur prix par la suite, pour les racheter à un prix unitaire plus bas que celui de départ avant de les rendre à l'actionnaire X, réalisant ainsi une marge de profit.

WallStreetBets¹ (WSB) est allé à contre-courant en appelant à acheter massivement l'action de GameStop, une entreprise en faillite, ce qui a fait caracoler son prix car la demande a augmenté. Ainsi les Hedge Funds qui devaient rendre les actions à leurs propriétaires ont été contraints de racheter ces actions au prix fort, ce qui dans le jargon est appelé un « short squeeze », augmentant davantage la demande et mécaniquement le prix de l'action. De cette façon les Hedge Funds ont enregistré des milliards de dollars de perte.

L'approche de l'éclatement d'une bulle spéculative ?

Un article de Shares Magazine² dans son numéro du 28 janvier, souligne que cette euphorie des investisseurs particuliers est le signe avant-coureur d'un éclatement probable de la bulle spéculative. Le risque sous-estimé par des investisseurs inexpérimentés, combiné au partage d'astuces financières gratuites sur les réseaux sociaux par des individus qui peuvent n'avoir qu'une connaissance superficielle de l'investissement, sont des facteurs qui font exploser le prix des actions.

Ces investisseurs débutants, encouragés par la facilité d'accès aux plateformes de trading se tourneraient vers les actions à bas prix dont la volatilité est élevée. Dans les réseaux sociaux ils expriment leur soutien à ces actions malaimées, et l'action conjointe de plusieurs d'entre eux fait grimper leur prix.

L'opération marche tant que certains encore « plus imbéciles » traduction de « *greater fool* » pour reprendre l'expression de l'article cité plus haut, payent un prix plus élevé pour obtenir l'action. Pour les « short sellers » comme Melvin Capital, la perte a été de 30% sur les « short bets » pendant ces 2 jours, quand les particuliers ont investi massivement dans les actions de ces entreprises en difficulté.

1 <https://www.reddit.com/r/wallstreetbets/>

2 Frazer, Steven. 2021. « Surge in Amateur Day Traders Suggests Final Stages of Market Bubble ». Shares Magazine 23(3) : 53. P.6



Des « memes » en guise de conseil de placement

Aussi fou que cela puisse paraître à première vue, sur WSB tout ce qui fait office de conseil est sous forme de « mème ». Jaime Rogozinski³, fondateur de WSB, a en effet remarqué lors de son passage dans le monde de la finance dans le début des années 2010 que la tendance de l'époque était le contrôle du risque et la diversification plutôt que le pari sur le gain élevé avec un risque plus gros. Il déclare ainsi que les détracteurs du type d'investissement de la communauté WSB ratent la cible.

Pour Rogozinski, l'important est de savoir reconnaître rapidement une tendance via un mème et les jeunes « *aux capitaux légers et avides de risques ont compris comment monétiser un actif caché – [grâce à] leur capacité à reconnaître les memes plus rapidement que nous* ». Pour éclaircir ce processus il explique qu'avant qu'une transaction ne puisse atteindre le statut de mème, il semble qu'elle commence doucement sur WallStreetBets en tant que DD, abréviation de due diligence ce qui veut dire les vérifications qu'un investisseur réalise avant une transaction. Ainsi ces personnes donnent des éclaircissements commerciaux, les gains potentiels et la preuve par capture d'écran qu'ils ont eux-mêmes effectué l'achat.

Les critiques quant à eux avancent que le « *mème trading* » serait une manipulation des prix parce que la détermination des prix dépend de l'activité de trading, mais c'est un argument qui peut aussi bien se retourner contre lui-même souligne Jack Hough, rédacteur en chef adjoint à Barron's, car toute vente ou achat d'actions est une sorte de manipulation.

Pour clore sur une touche d'humour, le fondateur de WSB dit au rédacteur de l'article qu'il va aller analyser le potentiel des prochains memes sur les actions de Bitcoin et de Tesla pour savoir s'il investira dedans.

Un soupçon de manipulation

Une enquête fédérale a été lancée aux États-Unis pour définir s'il s'agissait réellement d'une manipulation lors de la flambée des prix en janvier.

La Commission des services financiers de la Chambre des représentants tiendra jeudi 18 février une audition pour éclairer sur les pratiques spéculatives dans les milieux financiers. De son côté, la Commission bancaire du Sénat a affiché son intention de traiter la question.

Parmi les personnes auditionnées nous retrouverons le milliardaire et manager du hedge fund Citadel, Kenneth C. Griffin, le directeur exécutif de Reddit Steve Huffman, ainsi que des représentants de Melvin Capital qui a accusé des pertes colossales.

3 Hough, Jack. 2021. « GameStop and the Art of Meme-Trading ». Barron's 101(5): 80. P.6

QUESTION DU MOIS

Par Wael Maâninou

Sécurité économique ?



Qu'est-ce que c'est ?

La sécurité économique est la protection et la promotion des intérêts stratégiques d'une nation en défendant les entreprises innovantes en matière de technologie. Elle comporte ainsi deux volets, l'un défensif où il s'agit de protection du patrimoine intellectuel, de délimitation des périmètres industriels et technologiques critiques, et de lutte contre le renseignement étranger. L'autre est offensif où il est question d'accompagner les entreprises dans leur expansion internationale¹.

Quels en sont les enjeux ?

Beaucoup de dirigeants d'organisations dans le monde ne sont pas conscients des risques qui les entourent en termes de vol d'information. Mallettes laissées sans surveillance, micros espions, dossiers restés dans une chambre d'hôtel lors d'un séminaire et bien d'autres choses. Si elle contient des informations relatives à une organisation, la valeur d'une clé USB est incommensurable.

Les entreprises françaises et probablement celles de beaucoup d'autres pays dont le Maroc négligent quelque peu la dimension sécuritaire. Cette réticence a des origines culturelles et organisationnelles et l'attitude peine à changer même si le nombre et la variété des menaces tendent à augmenter.

La sensibilisation à la sécurité économique aussi essentielle qu'elle soit doit être accompagnée d'une veille stratégique et d'un management des connaissances pour rendre compte de la richesse immatérielle que possède une organisation et mieux la protéger des convoitises. C'est d'un autre côté une question d'implantation territoriale, et enfin de dynamisme dans la conquête de nouveaux territoires et d'ouverture de l'entreprise à l'international².

Quid de ses perspectives ?

La sécurité économique s'est développée parallèlement aux conflits commerciaux qui apparaissent afin d'accéder aux marchés, et aux pratiques concurrentielles de plus en plus sophistiquées. Le contexte d'apparition de la doctrine de sécurité économique est un affrontement entre les grandes entreprises et les Etats, et ce revirement a créé un intérêt grandissant pour l'économie par rapport à la politique en matière de diplomatie.

Le temps où les entreprises se permettaient de faire ce que bon leur semblait sans s'inquiéter des considérations étatiques est révolu depuis bien longtemps. Une bonne relation entre les Etats est désormais une précondition pour le développement des régions concernées ainsi que l'expansion des entreprises.

Plusieurs pays ont développé des stratégies nationales de sécurité économique, avec par exemple une cellule en France rattachée au ministère de l'intérieur, des mesures prises par le gouvernement britannique surtout après l'annonce du Brexit, des initiatives de l'Union Européenne, mais surtout une institutionnalisation aux Etats-Unis depuis les années 70. Le Maroc de son côté s'intéresse petit à petit à partir de la décennie précédente à cette question, et il devient urgent d'officialiser le traitement des questions liées à la sécurité économique dans certains domaines.

Ainsi pourrait-on éviter par exemple que certaines industries clés ne soient mises à l'arrêt, ou que les porteurs de projets novateurs n'aillent chercher des opportunités ailleurs. Le Maroc ne devrait plus rater les chances d'avoir des avantages stratégiques dans certains domaines. Plus qu'un impératif donc, la sécurité économique est une culture que doivent adopter les Etats et les entreprises pour survivre et s'imposer devant la rude concurrence.

1 Portail de l'Intelligence Economique. « Sécurité économique », portail-ie.fr. <https://portail-ie.fr/resource/glossary/44/securite-economique>.

2 Guilhon, Alice, et Nicolas Moinet. 2016. Intelligence économique : s'informer, se protéger, influencer. Pearson. P.166



• Entretien

• Omar EZZIYATI

Expert en intelligence économique
et développement territorial



“

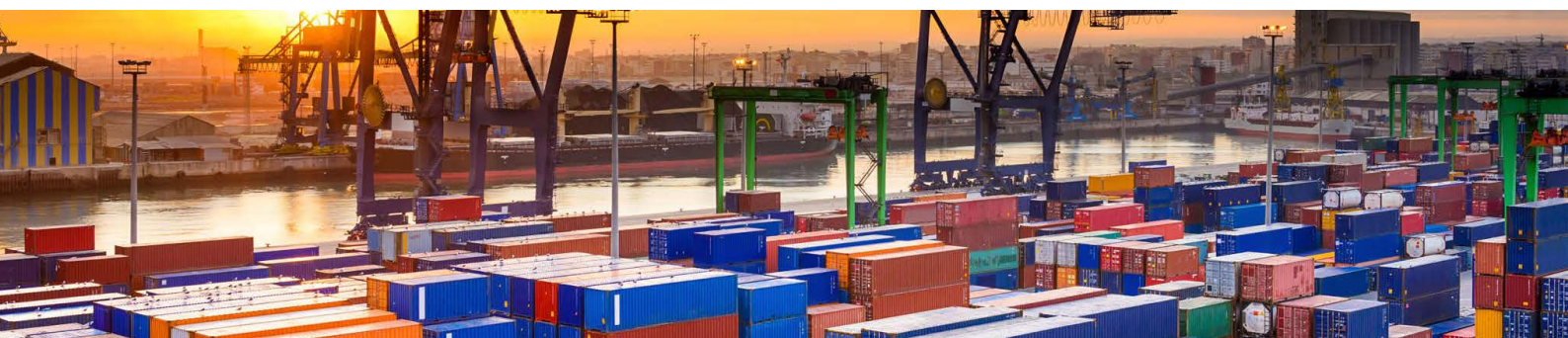
Le coût de la non-intelligence économique,
malheureusement non-quantifiable jusqu'alors,
est très pénalisant pour les entreprises

”

1 - Vu le profil économique du pays, quelle place occuperait l'intelligence économique dans cette dynamique ? Et Quel constat faites-vous quant aux pratiques appliquées dans ce sens ?

Le Maroc est historiquement un pays ouvert aux échanges internationaux. Une ouverture séculaire, liée en partie à son positionnement géographique qui constitue un atout majeur dans les relations commerciales internationales. A proximité des plus grands marchés économiques, c'est un carrefour dynamique entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique du Nord et le Monde Arabe. Le Royaume a fait le choix d'une économie de marché ouverte sur l'international avec un ensemble d'accords de libre-échange conclus avec de nombreux pays (USA, Turquie, Union européenne...). Le Maroc recèle par ailleurs d'importants pôles à fort potentiel de croissance et d'attractivité d'investissement couvrant plusieurs secteurs : industrie, énergie, tourisme, agriculture, artisanat, pêche, NTI... Ces activités prometteuses dopent, en effet, l'économie et offrent d'intéressantes perspectives.

En ce qui concerne le volet industriel, le Maroc entend désormais jouer pleinement la carte de l'innovation et de la diversification en misant sur des secteurs à forte valeur ajoutée : automobile, électronique, offshoring, agroalimentaire, textile. Une stratégie qui traduit la volonté du Maroc de poursuivre la modernisation de son tissu industriel pour être en phase avec les mutations internationales. Dans ce contexte, plusieurs groupes internationaux ont implanté la totalité ou une partie de leurs productions au Maroc. : EADS, BOEING, SafranR, Renault-Nissan, Valéo, STMicroelectronics...



Parallèlement, le phosphate est un secteur stratégique pour le Maroc. En effet, le pays recèle 75% des réserves mondiales dont il est le 1er exportateur et le 3ème producteur. La filière emploie plus de 39.000 personnes et contribue à hauteur de 29% des recettes d'exportation.

Le Maroc envisage également de devenir un hub énergétique de première importance dans la région. Aujourd'hui, plusieurs chantiers de production à partir des énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire, sont achevés ou en cours de réalisation dans plusieurs régions de Maroc. Cette orientation donnera à terme au pays une grande avancée technologique sur ses concurrents et lui permettra une autonomie énergétique extérieure.

Pour les grands groupes marocains, ils ont tous fait le choix, dans le cadre de leurs stratégies, de se développer en Afrique, véritable gisement d'opportunités, tout en tenant compte du risque y afférent notamment le manque d'informations et les risques d'instabilité politique et économique. Si le Maroc présente des atouts majeurs, il n'en demeure pas moins que certaines faiblesses persistent. Ces déficiences ont notamment trait à une productivité et une compétitivité insuffisantes ainsi qu'à une économie encore très dépendante du secteur agricole. En outre, la pauvreté et le chômage des jeunes constituent une source de tensions sociales au moment où l'instabilité du contexte politique régional fragilise l'activité touristique et offre par la même occasion un espace de développement pour la concurrence (Espagne, Grèce).

Par rapport à la pratique de l'IE au Maroc, et depuis quelques années, les responsables politiques, économiques et universitaires se sont progressivement appropriés ce mode de management comme une démarche de maîtrise de l'information stratégique utile au développement des entreprises, des organisations publiques mais aussi des projets et des territoires. Cette démarche est considérée comme un atout majeur aussi bien dans la bataille économique qu'au niveau de la gestion des rapports de force à l'international.

Plus spécifiquement, les avancées semblent plus significatives dans les grandes structures. En effet, l'ouverture à la mondialisation incite les entreprises à opter pour cette démarche. Sans surprise, les champions nationaux tels que Maroc Telecom, l'Office Chérifien de Phosphate (OCP), Bank Of Africa... ont été les premiers à avoir adopté cette pratique.

Un regard sur la littérature académique et professionnelle au cours des quinze dernières années atteste de l'intérêt croissant que portent les chercheurs et praticiens au domaine de l'IE. En revanche, très peu d'études ont été réalisées pour examiner les pratiques d'intelligence économique dans les entreprises marocaines. Ainsi, les publications ne portent que rarement sur l'ensemble des composantes de cette discipline à savoir la veille stratégique, l'influence et la sécurité d'information, avec une confusion dans l'utilisation des termes IE et Veille stratégique, la majorité des publications traitent des problématiques d'intelligence économique au niveau des grandes structures et enfin la rareté des études scientifiques (thèse, rapports) sur les pratiques d'IE dans les PME marocaines. Ainsi, la grande majorité des publications dans ce domaine sont sous format d'articles de presse.



2 - Quel est le niveau de maturité des pratiques d'IE dans les entreprises marocaines et qu'est-ce qui les empêcheraient d'en tirer pleinement profit ?

Au Maroc, les entreprises et principalement les PME sont au cœur de l'économie et représentent plus de 90% de l'ensemble du tissu productif national. Elles contribuent à 40% des investissements privés, à 30% des exportations et emploient plus de 50% de la main d'œuvre.

L'environnement de ces entreprises est impacté par la mondialisation des marchés qui s'est matérialisée par une intensification et un accroissement des tensions concurrentielles, le développement technologique, le foisonnement des acteurs, l'augmentation des opportunités et la multiplication des risques et des incertitudes.

Leur environnement externe n'est pas en reste et s'est également caractérisé par l'émergence de nouvelles tendances, notamment le développement d'une économie de connaissances, où le savoir prend une importance croissante dans la conception, la fabrication, la distribution, la vente et la publicité des biens et services. La conjugaison de ces éléments accroît sensiblement le rôle de la maîtrise de l'information stratégique dans les succès commerciaux d'une entreprise.

Dans ce contexte, la capacité des entreprises à se développer, se maintenir et se déployer sur les marchés porteurs, tout en maîtrisant le comportement de la concurrence et les nouvelles tendances du marché, est déterminante pour leur pérennité et leurs performances économiques. Pour répondre à ces différentes mutations et exigences, l'intelligence économique apparaît comme un outil stratégique de plus en plus indispensable pour la compétitivité de ces acteurs économiques, particulièrement à travers la mise en œuvre de solides opérations de veille, la sécurisation de leur patrimoine informationnel, et enfin, l'exercice d'une influence susceptible de renforcer leur image de marque.

Au moment où l'IE profite à de grandes entreprises marocaines, les PME semblent tout simplement en ignorer les enjeux et restent trop souvent à l'écart de ce processus. Même pour le peu d'entreprises engagées dans une démarche d'IE, leurs pratiques sont souvent non formalisées et non systématiques, et le management d'information fait plutôt référence à la chaîne documentaire. Ce caractère passif de la pratique d'intelligence économique au sein des PME, s'expliquant par de multiples obstacles et blocages.

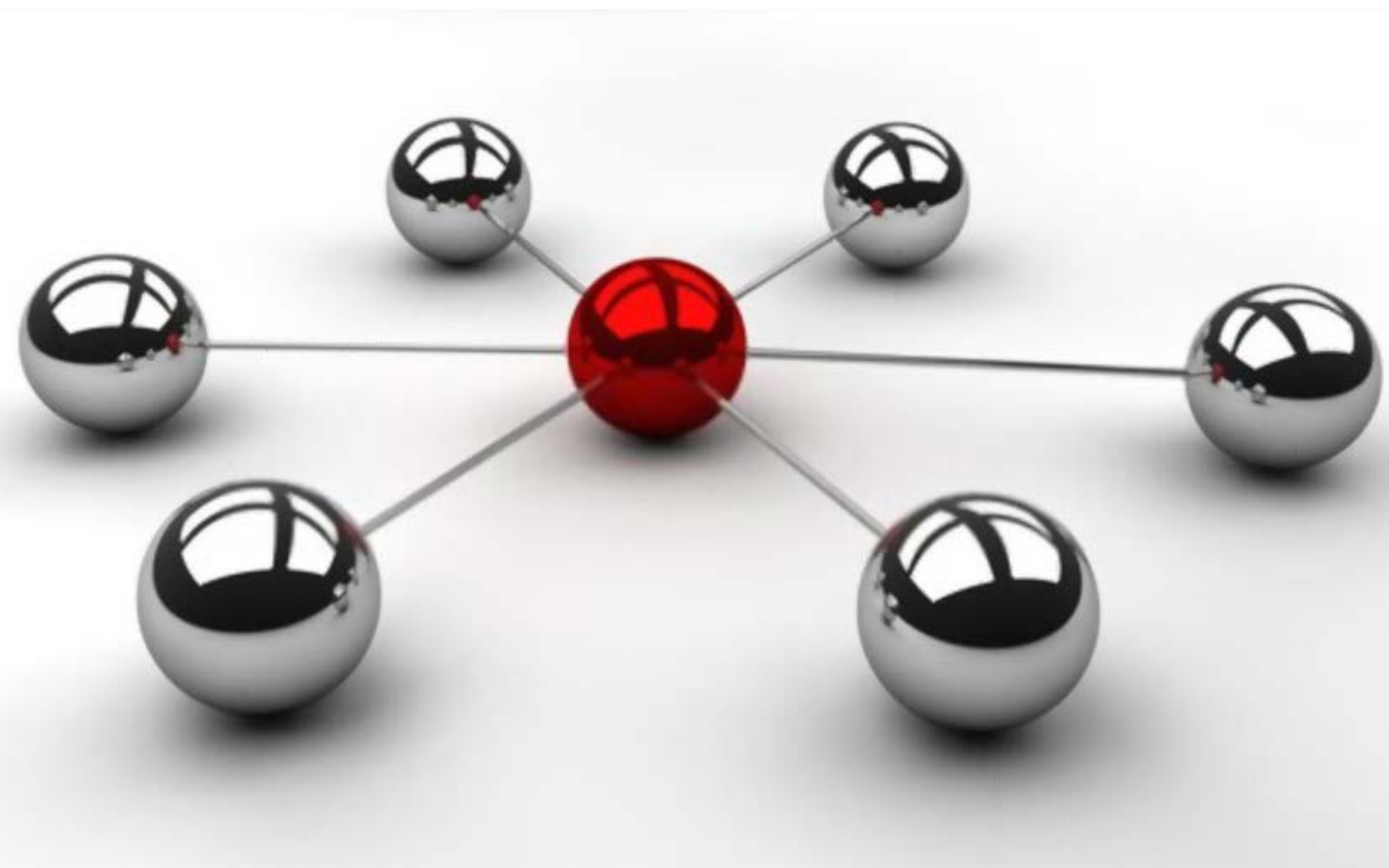


D'abord, un frein stratégique qui se matérialise par l'absence tant d'une réflexion stratégique formelle que d'une vision stratégique sur le long terme ; situation en somme qui caractérise les pratiques managériales d'une majorité d'entreprises marocaines. Puis, un frein culturel pour les PME qui considère l'IE comme un domaine réservé aux grands groupes avec une association systématique du concept aux pratiques illégales ou à des méthodes d' « espionnage ». Ensuite, un frein financier et logistique. Les entreprises considèrent en effet l'IE trop chère et compliquée, estimant qu'elles n'ont ni les ressources humaines, ni les moyens financiers, ni le temps nécessaire pour assurer cette mission. Enfin, un frein lié à l'IE en tant que discipline. Et ce, essentiellement du fait de l'inexistence d'une politique nationale dédiée, du déficit de structures de formation spécialisées dans le domaine, d'une rareté de professionnels et d'experts en la matière et aussi de l'absence d'un modèle concret pouvant servir de feuille de route pour les PME marocaines. Conclusion, il reste indéniable que le coût de la non-intelligence économique, malheureusement non-quantifiable jusqu'alors, est non négligeable et très pénalisant pour ces organisations.

3 - L'influence est une notion qui est souvent mal comprise au sein des différents secteurs. Pourriez-vous nous donner un éclairage sur la question ?

L'influence est une composante offensive de l'intelligence économique. Son rôle est d'agir d'une manière subtile, structurée et systématique sur une cible (client, institutionnel, pays...) à travers la mobilisation d'un réseau d'acteurs intermédiaires généralement neutres, crédibles et légitimes dans leurs domaines d'activité. Pour une entreprise, l'objectif d'une stratégie d'influence pourrait être multiple : orienter l'environnement en fonction de ses intérêts, renforcer sa position commerciale ou consolider et valoriser son image.

À mon avis, la stratégie d'influence matérialise un changement de paradigme dans la gestion et l'animation des interactions de l'entreprise avec différentes parties prenantes. Ainsi, à travers de nouveaux leviers de persuasion et d'attractivité (savoir-faire, expertise, contenu scientifique, manifestations, mobilisation d'experts...) les entreprises pourront faire face à l'uniformisation croissante des produits et services commerciaux.



Prochains événements



E-FORUM – 24-26/02/2021

GLOBAL GREEN FORUM, organisé par POLLUTECH



WEBINAIRE – 24/02/2021

Transformation digitale pour les PME, comment faire?, organisé par CONNECTS.



WEBINAIRE – 03/03/2021

Technologies and Big Data in Shaping African Public Services: Towards Efficient Digital Solutions for Africa Social Good, organisé par The Policy Center for the New South (PCNS), in partnership with Amazon Web Services (AWS).



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13